

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2325

[2009/202796]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, en ce qui concerne les relais santé, l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, notamment les articles 16 et 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis 46.430/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsque le relais social organise lui-même le relais santé, le coordinateur du relais social est responsable du fonctionnement et du déploiement du relais santé visé à l'article 19, § 5, du présent arrêté. Pour ce faire, il est assisté d'un coordinateur adjoint titulaire d'au moins un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire paramédical.

Lorsqu'il n'organise pas lui-même le relais santé et agit via une convention avec un partenaire, le relais social veille à collaborer avec un partenaire disposant de personnel médical ou paramédical.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 19, § 3, en ce qui concerne l'octroi des subventions.

Les conventions conclues entre les partenaires mentionnent qu'un travail d'accompagnement et de soutien de la population ciblée s'effectue dans ou via les abris de nuits et une présence sur le terrain, la manière dont les missions sont effectuées et évaluées, les droits et obligations en matière de subvention."

**Art. 3.** A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "par les membres du relais social" sont remplacés par les mots "par la coordination générale ou les membres du relais social";

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, les mots "et aux projets qu'elle soutient" sont insérés entre les mots "à cette coordination," et les mots "fixée forfaitairement à";

3<sup>o</sup> l'article 19 est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

"§ 5. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à tout relais social urbain reconnu organisant ou dont un membre organise un relais santé une subvention fixée à 70.000 € en vue d'améliorer l'accessibilité aux soins de santé des personnes en situation d'exclusion.

La subvention est destinée à couvrir les frais de personnel et de fonctionnement y relatifs

Les missions du relais santé sont :

— l'accueil et l'information des personnes en situation d'exclusion;

— la prévention à titre individuel et en terme de santé publique;

— les premiers soins;

— l'accompagnement et le soutien en vue d'une prise en charge par la première ou la deuxième ligne de soins;

— le déploiement d'un réseau de soins au niveau local ou s'il est constitué, la collaboration avec celui-ci, intégrant les communes avoisinantes lorsque le niveau de cohésion sociale défini conformément à l'article 3 du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, est analogue ou proche de celui de la commune où se trouve le siège du relais social."

La première ligne de soins recouvre l'ensemble des dispensateurs de soins susceptibles d'intervenir au domicile.

La deuxième ligne de soins recouvre l'ensemble des institutions et établissements de soins.

**Art. 4.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Pour les subventions qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés dans le cadre des développements de projets prévus à l'article 19, § 1<sup>er</sup> à 5, il est fait application de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public."

**Art. 5.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, les mots "avant le 1<sup>er</sup> avril de cette même année" sont remplacés par les mots "avant le 30 avril de cette même année".

**Art. 6.** Dans le même arrêté, l'annexe unique est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 7.** Le relais santé contribue au recueil de données socio-épidémiologiques constitué pour chaque personne en situation d'exclusion des données suivantes :

- 1° l'âge;
- 2° le sexe;
- 3° l'état civil;
- 4° la nationalité;
- 5° la langue maternelle;
- 6° le mode de vie;
- 7° la scolarité;
- 8° la catégorie professionnelle;
- 9° la source principale de revenus;
- 10° les ressources;
- 11° la pathologie principalement décelée;
- 12° la prise en charge.

Le Ministre modifie la liste des données socio-épidémiologiques définie à l'alinéa précédent en organisant une concertation avec les relais santé.

Il organise le recueil des données de manière à en assurer l'anonymat, la pérennité et l'usage par les relais santé eux-mêmes, notamment pour leur permettre de référencer leur propre population à l'ensemble.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Art. 9.** Le Ministre qui a l'Action sociale et la Santé dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président  
R. DEMOTTE

Annexe

Modèle de rapport d'activités des relais sociaux

### Présentation générale

1. Contexte
2. Rappel des finalités et des missions (mise en réseau et travail sur 4 axes)
3. Construction du réseau et transversalité

#### Rapport de la coordination

##### Partie quantitative

1. Accueil de nuit et hébergement
2. Accueil de jour
3. DUS
4. Travail de rue

##### Partie qualitative

1. Situation de départ
2. Objectifs généraux
  1. Objectifs opérationnels
  2. Indicateurs
  3. Résultats, conclusion et synthèse

1. Participation des bénéficiaires au processus d'évaluation des projets
    1. Objectifs opérationnels
    2. Indicateurs
    3. Résultats, conclusion et synthèse
  1. La formation des intervenants sociaux organisés par les RS
    1. Analyse de la demande
    2. Programme de formation
    3. Indicateurs
    4. Résultats, conclusion et synthèse
  1. Conclusion générale, recommandations et perspectives
- Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 modifiant, en ce qui concerne les relais santé, l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux.
- Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2325

[2009/202796]

**27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging, wat de contactpunten voor gezondheidsaangelegenheden betreft, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, inzonderheid op de artikelen 16 en 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 30 april 2009;

Gelet op het advies 46.430/4 van de Raad van State, gegeven 11 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. Wanneer het sociaal contactpunt het contactpunt voor gezondheidsaangelegenheden zelf organiseert, is de coördinator van het sociaal contactpunt verantwoordelijk voor de werking en de ontwikkeling van het contactpunt voor gezondheidsaangelegenheden bedoeld in artikel 19, § 5, van dit besluit. Daartoe wordt hij bijgestaan door een adjunct-coördinator die houder is van minstens een diploma van het paramedische niet universitair hoger onderwijs.

Wanneer het sociaal contactpunt het contactpunt voor gezondheidsaangelegenheden niet zelf organiseert en krachtens een overeenkomst met een partner handelt, werkt het samen met een partner die over medisch en paramedisch personeel beschikt.

In dat geval wordt artikel 19, § 3, toegepast voor de toekenning van de subsidies.

De overeenkomsten gesloten tussen de partners vermelden de uitvoering van een werk tot begeleiding en ondersteuning van de doelbevolking in of via de nachtsielen, een aanwezigheid op het terrein, de wijze waarop de opdrachten worden vervuld en geëvalueerd, de rechten en plichten inzake subsidiëring."

**Art. 3.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "door de leden van het sociaal contactpunt" vervangen door de woorden "door de algemene coördinatie of de leden van het sociaal contactpunt";

2° in paragraaf 4 worden de woorden "ter dekking van de coördinatiekosten" vervangen door de woorden "ter dekking van de kosten van de coördinatie en van de projecten die ze steunt";

3° artikel 19 wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

"§ 5. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan elk erkend stedelijk sociaal contactpunt dat zelf of waarvan een lid een contactpunt voor gezondheidsaangelegenheden organiseert een subsidie van 70.000 € om de zorgverlening toegankelijker te maken voor personen in staat van uitsluiting.

De subsidie dient om de desbetreffende personeels- en werkingskosten te dekken.

Het personen wordt belast met de volgende opdrachten :

— het onthaal van en informatieverstrekking aan de personen in staat van uitsluiting;

— preventie, individueel en inzake volksgezondheid;

— het toedienen van de eerste zorgen;

— de begeleiding en de ondersteuning met het oog op een tenlasteneming door de eerste of de tweede zorglijn;

— de ontwikkeling van een plaastelijk verzorgingsnetwerk of, indien het al bestaat, de samenwerking ermee, waarin de aangrenzende gemeenten opgenomen worden wanneer het niveau van maatschappelijke cohesie bepaald overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië, wat betreft de materies waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen, hetzelfde of bijna hetzelfde is als dat van de gemeente waar de zetel van het sociaal contactpunt gevestigd is."

De eerste verzorgingslijn dekt het geheel van de zorgverleners die thuisverzorging kunnen verlenen.

De tweede verzorgingslijn dekt het geheel van de instellingen en verzorgingsinrichtingen.

**Art. 4.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Wat betreft de subsidies die bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten vormen in het kader van de ontwikkelingen van projecten bepaald bij artikel 19, § 1 tot 5, wordt toepassing gemaakt van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld".

**Art. 5.** In artikel 22, § 1, worden de woorden "voor 1 april van hetzelfde jaar" vervangen door de woorden "voor 30 april van hetzelfde jaar".

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt de enige bijlage vervangen door de bijlage die bij dit besluit gaat.

**Art. 7.** Het contactpunt voor gezondheidsaangelegenheden draagt bij in de verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens die voor elke persoon in staat van uitsluiting de volgende gegevens bevat :

1° de leeftijd;

2° het geslacht;

3° de burgerlijke stand;

4° de nationaliteit;

5° de moedertaal;

6° de levenswijze;

7° de scolariteit;

8° de beroepscategorie;

9° de voornaamste inkomensbron;

10° de hulpmiddelen;

11° de hoofdzakelijk ontdekte pathologie;

12° de tenlasteneming.

De Minister wijzigt bovenstaande lijst van de sociaal-epidemiologische gegevens in overleg met de contactpunten voor gezondheidsaangelegenheden.

Bij de organisatie van de verzameling van gegevens waarborgt hij de anonimiteit, de duurzaamheid en het gebruik door de contactpunten voor gezondheidsaangelegenheden zelf, zodat ze, o.a., hun eigen bevolking naar het geheel kunnen verwijzen.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

**Art. 9.** De Minister van Sociale Actie en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

## Bijlage

Model van activiteitenrapport van de sociale contactpunten

**Algemene voorstelling**

1. Context
2. Finaliteiten en opdrachten (vernetting en werk rond 4 assen)
3. Bouw van het net en transversaliteit

**Rapport van de coördinatie****Kwantitatief deel**

1. Nachtonthaal en onderbrenging
2. Dagonthaal
3. DUS
4. Straatwerk

**Kwalitatief deel**

1. Beginsituatie
2. Algemene doelstellingen
  1. Operationele doelstellingen
  2. Indicatoren
  3. Resultaten, conclusie en synthese
1. Deelname van de begunstigden aan het proces van de evaluatie van de projecten
  1. Operationele doelstellingen
  2. Indicatoren
  3. Resultaten, conclusie en synthese
1. Opleidingen van de sociale interveniënten georganiseerd door de SC
  1. Analyse van de aanvraag
  2. Opleidingsprogramma
  3. Indicatoren
  4. Resultaten, conclusie en synthese
1. Algemene conclusie, aanbevelingen en vooruitzichten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot wijziging, wat de contactpunten voor gezondheidsaangelegenheden betreft, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President  
R. DEMOTTE

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 2326

[2009/202795]

**3 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 20;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en particulier les articles 6, § 5, 36, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, et 37;

Vu l'avis de la Commission des déchets, rendu le 16 janvier 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n<sup>o</sup> 46.533/2, donné le 25 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la hiérarchie des priorités en matière de gestion des déchets, commençant par la prévention et la réutilisation;

Considérant l'objectif de reconnaissance, de professionnalisation et d'amélioration continue de l'activité de réutilisation par le secteur de l'économie sociale;

Considérant que le mécanisme de l'agrément permet de rencontrer cet objectif; qu'il s'agit d'un agrément facultatif accessible à toute personne intéressée;